

Des entretiens libres réalisés auprès de professionnels sociaux de la commune m'ont permis de réaliser la partie diagnostic partagé. Les acteurs consultés à ce sujet sont : l'APSG<sup>42</sup>, l'UDAF<sup>43</sup>, le CMS<sup>44</sup>.

J'ai réalisé d'autres entretiens avec des présidents ou acteurs associatifs que je ne présenterai pas ici, parce qu'insuffisamment précis et objectifs. Toutefois, ils permettent une lecture transversale du territoire et d'étayer éventuellement çà et là des éléments confirmés sur l'ensemble du diagnostic.

## **I) Consultations des acteurs associatifs et sociaux de la ville** **(2009/2010)**

Décembre 2009, la municipalité consulte les acteurs dans les domaines social et associatif de la ville en vue de la rédaction du prochain projet du Centre Social qui doit être municipalisé en 2010. La mairie invite l'ensemble des acteurs de la ville à se rencontrer pour échanger sur quatre thèmes : **l'enfance et la petite enfance, les adolescents, les seniors et la famille**. Bien que pour être véritablement représentatives, ces consultations auraient dû ouvrir la participation aux usagers, il n'en demeure pas moins qu'acteurs sociaux et associatifs, la mairie, ont pu partager leur connaissance des publics et des actions existantes sur le territoire. Ces échanges constituent une base réelle de réflexion sur les besoins que les uns et les autres, à leur niveau d'intervention respectif, ont pu observer, constater ou ressentir au contact de la population.

---

<sup>41</sup> Ce diagnostic social de Guénange a été « commandé » par la ville et réalisé par Mr Grégoire Mazzilli, Sociologue, en 2009 dans le cadre du dispositif de la Réussite Educative.

<sup>42</sup> Association de Prévention Spécialisée de Guénange

<sup>43</sup> Union Départementale des Actions Familiales

<sup>44</sup> Centre Médico Social

## 1) Sur l'enfance et la petite enfance

**participants** CLAS, CCAS, Multi Accueil, Assistante Sociale de secteur, PMI, Association Centre Social, Office des Sports, Associations Sportives, Ecole de Musique, adjoints Conseil Municipal, Directeur Services Généraux Ville, Collège.

**Constats.** L'accueil post et périscolaire qui était pris en charge auparavant entrent alors dans leur deuxième année de municipalisation. Les actions mercredi récréatif et centre aéré encore gérés par le CLAS auraient dû être repris en gestion par la mairie au 1<sup>er</sup> janvier 2012<sup>45</sup>.

Un autre constat porte sur le nombre relativement important du nombre d'assistantes maternelles sur le secteur (80), ce qui place ce chiffre au dessus de la moyenne<sup>46</sup> (assistantes maternelles pour 100 enfants de moins de 3 ans) par département d'après la PMI.

Petite enfance et Enfance	QUI
multi accueil, halte garderie	CLAS (ville à compter du 1er jan. 2010)
Accueil péri scolaire	ville
Contrats Locaux d'Accompagnement Scolaire	association centre social
Dispositif Réussite Educative	association centre social, ville
mercredis récréatifs et centres aérés	CLAS (ville à compter de sept. 2011)
massage maman - bébé	association centre social
jardin d'éveil	association centre social
activités des associations sportives et culturelles	ensemble des associations

<sup>45</sup> en réalité les mercredis récréatifs et les centres aérés passeront sous gestion municipale en septembre 2011 du fait de l'arrêt des activités du CLAS

<sup>46</sup> sources ACCOS du Centre National des Allocations Familiales

**Propositions** . L'ensemble des participants est unanime à penser *qu'il faut conserver et valoriser les actions déjà existantes* parce qu'elles ont *un rôle social*. Ils pensent également qu'il conviendrait d'ajouter les actions suivantes : sorties ponctuelles les week end, centre de vacances durant les périodes de vacances, programmation de spectacles enfants.

Ces propositions ont deux objectifs majeurs :

- la mise en place d'un pôle animation jeunesse qui prenne en charge les demandes des enfants et d'une frange des adolescents (12/15 ans) sur la commune.
- Des actions qui puissent répondre aux attentes des jeunes et de leurs parents. Mais aussi permettre une transversalité avec les familles, en terme d'échanges.

Une autre proposition est de créer un relais d'assistantes maternelles, au vu des besoins de garde d'enfants de moins de trois ans pour les parents qui travaillent et du nombre d'assistantes maternelles sur le secteur.

La dernière rencontre a permis de faire émerger des thématiques à développer au profit de l'enfant :

- la prévention alimentaire
- le non respect du sommeil
- le relais de l'éducation civique scolaire par les biais de petites actions concrètes
- les actions intergénérationnelles (un enjeu pour la liaison enfance – famille)

A noter que ces thématiques rejoignent les préoccupations de parents d'élèves des écoles maternelles et élémentaires, exprimées lors d'une réunion qui s'est déroulé le 14/02/2011 en présence de la Commission des affaires scolaires et de la jeunesse de la ville de Guénange. Sur le thème « Préoccupations éducatives des familles », les parents ont exprimé les préoccupations suivantes :

- sur la relation parent/enfant : aider son enfant à grandir (besoins alimentaires, sommeil, relation d'autorité avec son enfant
- relation parent/enfant/école : lutter contre la spirale de l'absentéisme, abus en tout genre (drogue, racket,...), addiction aux nouvelles technologies, respect des autres et de son environnement

## **2) Sur les les adolescents**

**Participants** : CLAS, CCAS, Multi Accueil, Assistante Sociale de secteur, Association Centre Social, Office des Sports, Associations Sportives, Ecole de Musique, adjoints Conseil Municipal, Directeur Services Généraux Ville, Collège, LEP, APSG.

Comme pour l'enfance et la petite enfance, un travail d'identification des actions existantes à Guénange en direction des adolescents est réalisé.

<b>Actions pour les adolescents</b>	<b>QUI</b>
Prévention Spécialisée	APSG
"Accueil Détente" au collège	APSG et Association Centre Social
accuei des externes du lycée pour repas de midi	APSG
Dispositif Réussite Educative	mairie et Association Centre Social
actions à thème sur l'année et vacances (mini JO, Macadam Sport)	ville
aides à la licence (clubs sportifs, école musique)	ville et CCAM
accueil des adolescents	clubs sportifs et associations culturelles

**Constats**. L'APSG intervient essentiellement sur le public adolescent dans une approche préventive.

Les participants sont unanimes sur la nécessité de séparer les pré-ados (11/14 ans) des ados (15/17 ans). Les jeunes étant plutôt consommateurs de loisirs alors que les plus grands peuvent s'inscrire d'avantage dans une démarche de projet.

Il ressort également dans les échanges, un constat d'insuffisance de communication en direction des adolescents

Il est fait remarqué que certains groupes de jeunes identifiés à certains endroits de la ville (place St Benoit, Allée des Marguerites) posent parfois des problèmes aux riverains.

L'oisiveté de ces ados est avancée par certains comme étant en partie responsable de ces rassemblements parfois dérangeants

**Propositions.** Au delà des constats, les participants ont débattu sur l'opportunité de créer des actions nouvelles : petits camps d'ados dans le cadre d'un jumelage, activités de plein air, faire vivre les city stade et le skate parc, projets triennaux avec un groupe identifié et structuré.

Le collège et le lycée considèrent qu'ils doivent maintenir un partenariat avec l'APSG et le centre social. Pour eux ce lien permet d'échanger avec les familles et conduit à rapprocher l'institution des parents, mais aussi permet d'aborder les élèves en tant que futur citoyen au travers d'actions mises en place au cours de l'année (piste citoyenne, conférences, etc). L'embauche d'un futur animateur sur la ville est même évoquée comme une nécessité.

### 1) Sur les seniors

**Les participants.** Le conseil des aînés, adjoints municipaux, association Quatre Printemps, Clic Gérontolor, quelques retraités de la commune, Associations Les Amis de Laer, CLAS, DGS ville, assistante sociale de secteur  
Actions déjà existantes sur la commune

Actions pour les seniors	QUI
EHPAD	Association de gestion
portage de repas	AMAPA
service à la personne	association Soliseniors
soirées débats	association Soliseniors
gym santé seniors - atelier équilibre atelier mémoire- activités culturelles	CLAS

permanence retraite	AUDAP, ACLI
services spécifiques d'aide administrative	Clic Gérontonord
services administratifs vie quotidienne	CLCV - APF - APEI
après midi loisirs	association 4 printemps
politique de l'habitat spécifique et services	ville
activités de réflexion - travaux	conseil des aînés
repas des anciens	CCAS

**Propositions.** Malgré un territoire communal déjà bien fourni en matière d'actions envers les seniors, les échanges ont abouti sur des propositions comme : mettre en place une véritable politique culturelle envers les personnes âgées, un atelier de transmission des savoirs, des vacances spécifiques (en lien avec l'ANCV par exemple).

#### Concernant l'aspect culturel

Pour l'ensemble des participants, l'approche intergénérationnelle sur la commune est quelque peu délaissée. Sauf peut être le soutien des seniors à leurs enfants et leurs petits enfants. Il serait souhaitable également de travailler sur une possibilité de transport vers les lieux culturels.

Les participants reconnaissent que les associations n'offrent suffisamment pas la possibilité de promouvoir le travail intergénérationnel.

#### Concernant l'aspect de la communication globale

Les usagers présents insistent sur le fait d'accentuer la communication auprès des personnes âgées (la santé, les facturations relatives aux charges de l'habitat. En matière de santé, les besoins de nouvelles installations sont fortement exprimés (ophtalmologie, podologie, radiologie). Ainsi que le développement d'un service de soins infirmiers à domicile

#### Concernant la transmission du savoir

La transmission du savoir est mis en avant comme un élément déterminant dans la valorisation des seniors. A l'instar des « jardins familiaux » qui constituent un lieu d'expression et permet la transmission des savoirs, le thème de la cuisine à travers les différentes cultures régionales ou communautaires est évoqué...

## 2) Sur les familles

**participants** : association Centre Social, collègue, Fédération des Centres Sociaux, assistante sociale de secteur, CLAS, association Jardins Familiaux, Handirelais, élus conseil municipal, APF, APSG, DGS ville, BPDJ<sup>47</sup>, CLCV.

Près de vingt personnes ont assisté à la première séance de travail dont le point de départ a été la présentation de toutes les actions à destination des familles à Guénange :

Actions en direction des familles	QUI
Adulte Relais Familles Réfèrent Famille	Association Centre Social et CLAS
activités des associations sportives et culturelles et des assoc. spécifiques	les associations guénangeoises et CLCV, APF, Handirelais
jardins familiaux	association de jardiniers
animations ponctuelles	association Centre Social, Soliseniors CLAS
Soutien à la parentalité, café parents, massage bébé, gym maman/bébé	Association Centre Social et CLAS
débats avec les familles sur des sujets d'actualité ou des thèmes	Association Centre Social, Solisenior
Dispositif de Réussite Educative	ville et association Centre Social
Accueil Citoyen	association Centre Social

**Les constats.** Les échanges autour de la « famille » mettent en avant le principe de retenir les grand- parents dans la démarche d'action envers ce public. Cette question est d'ailleurs transversale à la consultation sur les personnes âgées qui aboutit à la même conclusion.

Le second point visait les rapports entre mamans et enfants. A ce sujet, les enjeux de l'importance du soutien à la parentalité, surtout pour les nouvelles mamans, sont avancés par l'ensemble des intervenants. Les travailleurs sociaux dans leur ensemble, notamment, soulignent l'importance de ce lien, et affirment obtenir plus de résultat avec les usagers lorsqu'ils entrent en contact avec la famille.

Concernant l'expression des usagers, le groupe considère que cela est insuffisant et doit être à développer.

Responsables de lycée, de collèges, représentants de parents d'élèves et conseillère municipale chargée des affaires scolaires sur la ville témoignent de la nécessité de partager l'orientation scolaire avec les familles et de conserver certaines actions qui existent déjà et facilitent le dialogue avec ces dernières. Chacun soutient que chaque enfant (de la maternelle au lycée) doit pouvoir être accompagné au sein de sa structure scolaire et familiale lorsqu'une préoccupation ou une difficulté apparaissent (problème d'ordre comportemental, d'hygiène, de santé ou un besoin soutien pour pratiquer une activité associative).

1460 élèves (maternelles, élémentaires, collège et lycée) sont scolarisés sur Guénange.

### **Quelles sont les difficultés**

Le réseau local de travailleurs sociaux évoque l'ensemble des problèmes ou préoccupations des familles sur le territoire.

Les difficultés liées à l'alimentaire (tant du point de vue financier que du point de vue de la qualité des produits) sont soulignées. Les difficultés de gestion financière au sein de certaines familles et le mal être que cette situation génère, suscitent une préoccupation constante chez bon nombre d'acteurs sociaux.<sup>48</sup>

Il est précisé l'importance de la présence d'un adulte « relais école » et d'un « référent famille » sur la commune, et des relations qu'elles maintiennent avec les familles. Leurs constats témoignent de l'autorité parentale de plus en plus difficile à exercer, et des difficultés des familles à suivre et à accompagner les enfants en matière de scolarité. Il est précisé que cette problématique est observée dans les familles cumulant les problèmes sociaux mais aussi dans un certain nombre de familles dont les parents travaillent tard. Même s'il est difficile d'intervenir quand il s'agit du rôle des parents, souvent ces derniers ont besoin d'une écoute et de conseils pour améliorer leurs rapports avec les enfants. L'ensemble des travailleurs sociaux indique, par expérience, que souvent les difficultés financières et matérielles des familles se répercutent sur l'éducation des enfants.

---

<sup>48</sup>

assistantes sociales de secteur, CCAS, CLCV, APF, APSG



La FDSC<sup>49</sup> fait remarquer que le contenu des échanges est très proche de ceux réalisés lors des débats sur la famille au sein de la fédération de Moselle<sup>50</sup>.

Il est dit également que malgré certains constats d'une fragilité culturelle de ces familles et de difficultés dans l'accompagnement scolaire de leurs enfants, il est nécessaire de les maintenir dans une démarche positive en les accompagnant.

### **Propositions**

L'idée est avancée d'un véritable « pôle social » destiné aux familles dont le rôle viserait les trois éléments suivants :

- critère éducationnel
- critère de lutte contre l'isolement
- critère du soutien à la parentalité

L'ensemble du groupe reconnaît l'importance des événements festifs qui créent du lien avec les familles. Il est souligné l'importance du centre social et des activités intergénérationnelles qui s'y déroulent, et notamment celles réalisées en familles.

Les intervenants posent également la question de l'évaluation du travail en direction des familles. Quels indicateurs mettre en place ? Une rencontre de tous les acteurs, deux fois dans l'année, est préconisée afin d'évoquer toutes les liaisons avec les familles guénangeoises et de croiser les informations. Le but étant de donner du sens aux actions en respectant la confidentialité des informations.

Répondre efficacement aux préoccupations des familles par la résolution directe d'un problème mais aussi par l'orientation précise vers un organisme.

## **II) Le Diagnostic social de la ville**

Ce travail réalisé dans un cadre spécifique de la mise en place du Dispositif de Réussite Educative (DRE) sur la ville, propose néanmoins une « photographie sociale » intéressante d'une situation particulière de la commune. Cette étude a été réalisée en trois mois, sur une base d'une vingtaine d'entretiens de type semi directif avec divers acteurs de terrain du

---

<sup>49</sup> Fédération Des Centres Sociaux

<sup>50</sup> échanges et rencontres avec l'ensemble des centres sociaux sur le département affiliés à la FDSC

milieu associatif, du travail social, de l'éducation nationale et de la Ville de Guénange, afin de déterminer un ressenti général de la situation de la ville. Ce ressenti a ensuite été confronté aux statistiques INSEE, de la CAF et de la mairie dans le but d'affiner la perception du terrain. Enfin le résultat obtenu a été analysé sur la base de théories de l'éducation et de la famille de sources sociologique, de sciences de l'éducation, de la psychologie et de professionnels. Les constats portent essentiellement sur l'éducation en général (éducation populaire, éducation professionnelle, association, animation,...), l'éducation nationale, la question des familles et sur la population des jeunes de Guénange.

## **1) L'Education en général**

### **Concernant l'éducation populaire.**

Le tissu associatif de Guénange est reconnu comme étant très riche, possédant de nombreuses associations réparties sur tous les secteurs sociaux de la ville. Tous les acteurs s'accordent à dire que « *les habitants qui veulent faire quelque en ont la possibilité*. Les professionnels et les bénévoles de ces diverses associations sont très présents sur le terrain, et prennent en charge la population, que ce soit les jeunes ou les personnes âgées.

Toutefois, on note à plusieurs reprises, que des activités manquent pour les 14/17 ans, surtout en période de vacances scolaires. Plusieurs explications sont avancées, notamment que les adolescents ne sont pas intéressés par les activités existantes sur la commune, et qu'eux même ne proposent rien en terme de projet. Il est considéré également, « *qu'ils préfèrent rester entre eux* », et qui fait dire à certaines personnes qu'il n'est pas obligatoire que tous les adolescents se retrouvent dans les associations. Un autre type d'explication pointe la possibilité que les actions sont trop menées en fonction des moyens et non pas en fonction des jeunes.

## Effectif de la population jeune par association

	Nombre de jeunes			
	3/12 ans	13/17 ans	3/12 ans	13/17 ans
Associations/Autres	activités à l'année		actions ponctuelles	
Centre Social	25		20	15
CLAS	122	67	13	13
CLCV	-	-	191	49
Hand Ball	22	38	-	-
Ecole de Musique	62	60	-	-
Cyclotourisme	-	2	-	-
Judo Club	80	65	-	-
Majorettes	7	6	-	-
Tennis	80	37	-	-
Multi Accueil	39	-	-	-
Accueil Détente Collège (centre Social et APSG)	300	100	-	-
Bibliothèque	297	-	-	-
Centre de Loisirs	486	-	-	-
Périscolaire, mercredi récré		-	247	-

### **L'éducation nationale.**

En ce qui concerne la scolarité proprement dite, le constat général s'accorde sur le fait qu'il n'y ait pas de grande difficulté sur Guénange, qui ne puisse être géré par l'institution scolaire et les divers partenaires. Pourtant les enseignants expriment leur inquiétude par rapport aux réformes envisagées de l'école maternelle et la possibilité de supprimer le RASED<sup>51</sup>, et à ce titre demande des partenariats avec l'extérieur.

<sup>51</sup> Les **RASED** (Réseaux d'Aide Spécialisés pour les Elèves en Difficulté) dispensent des aides spécialisées aux élèves d'écoles maternelles et élémentaires en grande difficulté. Ces aides sont pédagogiques ou rééducatives. Elles complètent les aides personnalisées mises en place en 2008 et les stages de remise à niveau pendant les vacances scolaires

En primaire, on constate également que les enfants ne posent pas de grandes difficultés même si une part d'entre eux est touchée. La communauté éducative fonctionne, en général, au milieu des associations. Mais c'est à « relativiser » selon les écoles et leur proximité géographique des structures associatives. De fait, la profession enseignante de la ville ne connaît tous les partenaires possibles.

Concernant le collège, environ 3% des élèves (20 sur 700) posent problème (échec scolaire, comportement, pas de projet), et des parents pas forcément mobilisés, hésitant à venir voir le corps enseignant pour tenter de régler les problèmes. Ces jeunes souvent en difficulté dès l'école primaire, disent ne pas pouvoir avoir certaines discussions chez eux. Pour autant, les responsables du collège estiment ne pas rencontrer de difficulté qui soit insurmontable. Ce que semble venir confirmer le faible taux de redoublement (3,6 %, ce qui équivaut à la moyenne académique, mais moins que la moyenne départementale à 4,2 %) et son taux de réussite au brevet (72,31 % contre 80,42 % : moyenne académique)

## **2) La situation familiale**

Cette enquête sociale ayant été réalisée dans l'optique du DRE, la « problématique » familiale est abordée ici, du point de vue des responsables d'école et des acteurs qui interviennent autour de la scolarité. Pour les acteurs qui se sont exprimés au cours de cette enquête, l'éducation familiale est un terrain moins connu, ce qui explique des points de vue différents à ce sujet. Certains acteurs considèrent que les parents, débordés par leurs enfants, se déchargent de leur responsabilité sur l'école, ceci en reconnaissant que d'autres assument pleinement leurs rôles. Les parents ne suivent pas assez la scolarité de leurs enfants et laissent le domaine scolaire se charger de tout. Ainsi, on revient au problème de communication entre parents et enfants, notamment sur certains sujets sensibles (sexualité, tabac, alcool, drogues,...). On explique les difficultés familiales, en règle générale, par des problèmes relationnels et financiers, qui perturbent les enfants à différents niveaux. Par exemple, les familles où les parents ne travaillent pas posent un problème pour le rythme quotidien des enfants.

Une autre explication avancée est le manque de compréhension des parents. Ce sont des familles démunies, pas forcément financièrement mais culturellement, qui ne comprennent pas ce qui arrive à leurs enfants et qui n'ont donc pas les moyens d'agir. Il a été constaté qu'aucune famille à qui l'on propose d'aider les enfants, de leur donner plus de moyens

pour leur scolarité, ne refuse cette aide. Aucune famille ne se moque de ce qui arrive à ses enfants et elles ont la volonté de les aider. Il arrive qu'elles se cachent et donnent donc l'impression de n'en avoir rien à faire.

### **3) La population jeune**

Tous les acteurs interrogés lors de cette enquête, ne voient pas les jeunes de la commune comme présentant des difficultés particulières. Pour eux, ils posent les mêmes problématiques que les enfants ou adolescents tel qu'ils sont reconnus en général. L'APSG<sup>52</sup> rencontre plusieurs difficultés : problèmes scolaires, insertion professionnelle, manque de communication entre parents et adolescents, rigidité à l'égard de l'éducation des filles dans certaines familles, comportements inadaptés, incivilités, violences verbales, non respect des règles et des personnes... Il est à noter que le public jeune concerné par un suivi éducatif de l'APSG réside pour l'essentiel sur le quartier SAMEC (un peu plus de 70% sur ce même quartier pour 30% sur l'ensemble de la localité de Guénange<sup>53</sup>). Selon les propos recueillis des parents, par l'ensemble des acteurs concernés, le désintérêt observé des jeunes repérés en difficulté ne s'arrêtent pas qu'à la scolarité. Ils ne s'intéressent pas d'avantage à ce qui est proposé sur la commune malgré un panel d'activités larges et ne proposent rien non plus en terme de projet.

En terme de problème éducatif familial, les acteurs de terrains (collège, écoles primaires, PMI) constatent que de plus en plus d'enfants sont en souffrance et que cela se voit dès les plus petites classes. Cela se traduit par des problèmes de comportement, de non respect des règles. Certains enfants semblent être laissés à eux-mêmes tant au niveau de l'hygiène qu'au niveau élémentaire ou encore du rythme de vie. ...

Ainsi au collège, par exemple, l'infirmière constate depuis trois ans une dégradation de l'hygiène corporelle. Cela représente 35% de ceux qui passent la visite médicale en 6<sup>ème</sup>.

### **4) Le partenariat en question**

La question des partenariats et la difficulté pour certains acteurs de travailler ensemble sont clairement évoqués lors de ces entretiens. Travailler ensemble nécessite une certaine

---

<sup>52</sup> Association de Préventions Spécialisée de Guénange

<sup>53</sup> chiffres APSG 2011

remise en question aux niveaux des acteurs de Guénange. La portée et les résultats sur les actions déjà menées sur la ville, parasitées par des querelles personnelles sont pointés du doigt. Les acteurs doivent s'interroger sur les problèmes de relations rencontrées avec les autres associations et considérer qu'en terme professionnel, les questions politiques ne prévalent pas sur les besoins de la population et qu'il est possible de mener des actions de concert sans être obligatoirement en accord avec les convictions des uns et des autres.

Acteurs de la ville et associations doivent travailler ensemble pour donner une forme commune tangible à leurs actions. Mieux se connaître et mieux se comprendre les uns les autres afin de mieux cibler le domaine d'action de chacun afin d'obtenir une meilleure coordination et donc de déterminer qui peut faire quoi, à quel niveau et avec qui. Ainsi ils pourront éviter à leurs actions de se chevaucher et/ou d'entrer en concurrence et pourront plus facilement informer les publics concernés. Un acteur ne peut conseiller à une personne qu'il a en charge une action dont il ignore l'existence.

Le travail en commun doit donc être effectué à tous les niveaux et dans l'entente de tous les acteurs. Il faut valoriser et tisser un « maillage associatif » dans la volonté d'améliorer l'environnement social des jeunes et des familles, au travers d'actions communes.

## **5) Les familles**

Dans les constats réalisés auprès des personnes interrogées sur les difficultés des parents dans l'éducation de leurs enfants, les familles sont décrites à travers deux points différents. Soit elles laissent leurs enfants à eux-mêmes, soit elles veulent les aider sans en avoir les moyens. Toutefois, dans les deux cas, on réalise qu'une action envers les familles doit être envisagée. Que ce soit par négligence ou par manque de moyen, il faut impliquer les parents dans toute démarche d'aide. C'est du reste une demande qui a été faite plusieurs fois lors des entretiens. Au Centre Social, des groupes de parole des parents avaient lieu et ceci n'était pas toujours connu des autres acteurs, ou même de certains parents qui auraient pu être concernés. De même, certains acteurs ont conscience qu'il faudrait également accentuer le travail sur le repérage des familles en difficulté et leur suivi, et peu savent quel type d'actions est déjà ou pourraient être menées à ce niveau.

De ce point de vue, l'ensemble des acteurs interrogés considère qu'il existe un problème général de coordination et de communication entre les associations de Guénange.

### III) Diagnostic partagé

La volonté du Centre Social depuis un an, de développer l'approche partenariale dans les actions réalisées auprès des différents publics, permet aujourd'hui d'avoir des interlocuteurs réguliers. Les échanges à l'occasion de nos collaborations, permettent de croiser, confronter et compléter le sens de nos missions respectives. L'efficacité de nos interventions auprès des publics, n'est pas le seul objectif. Cela permet aussi, et surtout, le partage de la réflexion, une meilleure connaissance des problématiques et des besoins des habitants.

J'ai donc rencontré d'autres acteurs sociaux qui interviennent auprès de publics de la commune, et qui pour certains d'entre eux sont accueillis au centre social dans le cadre d'actions dans le bâtiment ou dans la ville (APSG, UDAF<sup>54</sup>, CMS<sup>55</sup>, activités structurées). Les entretiens se sont déroulés sous forme d'échanges libres à partir de la présentation de nos missions respectives.

**l'APSG<sup>56</sup>.** Née en 1980, suite à une enquête sociale de l'époque sur la ville relevant une population de 2400 jeunes 15/25 ans pour 9000 habitants et une augmentation sensible mais significative de la délinquance juvénile, l'APSG reste aujourd'hui un acteur incontournable dans le secteur social.

Même si cette association intervient sur des missions spécifiques, en direction d'un public (jeunes et familles) majoritairement identifié sur le secteur SAMEC<sup>57</sup>, elle est un relais important pour une frange de la population guénoise.

Impliqué depuis 2007 dans le CUCS<sup>58</sup>, l'APSG va être directement concernée (avec la ville et le bailleur Batigère) par la rénovation urbaine et architecturale du quartier SAMEC pour 2014.

Les professionnels ont le sentiment que depuis leur déménagement du haut de Guénoise (boulevard de la Boucle) pour le quartier SAMEC au milieu des années 1990, les publics qu'ils touchent (et au delà les habitants du quartier SAMEC) sont « stigmatisés » par les

---

<sup>54</sup> Union Départementale des Actions Familiales

<sup>55</sup> Centre Médico Sociale (Assistants Sociales de secteur et Protection Maternelle Infantile)

<sup>56</sup> Association de Prévention Spécialisée Guénoise

<sup>57</sup> Société Anonyme

<sup>58</sup> Contrats urbains de cohésion sociale

habitants de Guénange. Sans minimiser la concentration des difficultés sociales concentrées sur ce secteur de la ville, l'équipe de l'APSG dit vouloir intervenir plus largement sur la ville. Ils soulignent la difficulté des jeunes de ces quartiers à sortir du « bas » de Guénange et de ne rester qu'entre eux. Cela produit des effets de « concentration » (des 18/25 ans essentiellement) sur ce secteur de la ville et génère une augmentation du sentiment d'insécurité chez les habitants des quartiers concernés.

Ces phénomènes de « stigmatisation » et de « ressenti » des guénangeois empêchent les jeunes des autres quartiers à descendre sur ce secteur de la commune par « *crainte ou à par méconnaissance de ce qui se fait* » selon les professionnels de l'APSG. Depuis que le Centre Social « *est plus ouvert aux adolescents* » (accueil ado hebdomadaire, actions sur l'année) ils constatent une évolution dans le comportement de certains des jeunes qui sont suivis par eux, qui ne sortaient que très rarement de leur quartier et qui maintenant fréquentent le centre social de façon régulière.

Un autre constat concerne les familles et plus particulièrement des mères de famille. Parmi celles en difficultés (difficultés financières, femmes seules avec enfant,...), ce qui interpelle l'équipe de l'APSG c'est l'isolement social constaté chez un grand nombre<sup>59</sup> d'entre elles. Si les jeunes parviennent à se construire une vie sociale au sein de leurs quartiers, certaines mères de famille semblent avoir plus de difficultés à sortir de cet isolement constaté (sortent rarement du foyer, pas d'activité,...), même dans leur environnement proche.

Malgré le travail remarquable réalisé sur ce secteur de la ville, l'APSG a conscience du risque de stigmatisation et d'isolement de leurs usagers à concentrer leur intervention sur les quartiers SAMEC. La nécessité d'ouverture et de croiser les partenariats qui permettent le « décloisonnement » de cette partie de la commune est maintenant clairement exprimée.

**L'UDAF.** Ce service accueille des personnes dans les locaux du Centre Social dans le cadre d'une action collective. Une dizaine de femmes relevant du RSA et bénéficiant déjà des services de l'UDAF sont prises en charge collectivement une fois par semaine par une ou deux intervenantes. L'objectif de cette action est justement de sortir ce public de l'isolement et de les amener vers plus de socialisation. La difficulté pour les intervenantes est de pouvoir trouver des supports de socialisation suffisamment dynamiques. L'aspect

---

<sup>59</sup> Lors de l'entretien, l'équipe n'avait pas de chiffre pour étayer ce constat qui est une observation majeure au sein des familles connues de leur service.



« contractuel » de cette action et le fait que ces personnes se retrouvent avec d'autres personnes présentant des problématiques similaires entraîne une certaine inertie de l'action.

Sur le groupe de 13 personnes suivies en 2010/2011, 5 étaient des femmes isolées sans enfants, 7 étaient des femmes isolées avec enfant et une seule vivait en couple avec enfant. La totalité dit souffrir « d'isolement social » et 12 de « mal être ». Dix de ces personnes utilisent le transport en commun et trois seulement sont titulaires d'un permis de conduire disposant d'un véhicule. Enfin toutes ne possèdent pas ou ont une insuffisance de qualification professionnelle.

Les actions réalisées les deux années précédentes, démontrent chiffres à l'appui (plus de 80%), qu'une fois l'action terminée, les personnes « retombent » dans cette autarcie qui les caractérisait un an plus tôt. Les « compétences sociales » (être en contact avec les autres, s'intéresse aux autres, participe aux sorties,...) qu'un peu plus de 50 % d'entre elle ont démonté durant cette action, n'ont pu trouver une prolongation après l'action.

Comment « capitaliser » et « pérenniser » le travail de socialisation entrepris auprès de ce public au-delà du suivi proposé par l'UDAF ?

Au-delà du prêt de locaux pour la réalisation de cette action sur l'année, le centre social représente, aux dires des intervenantes UDAF, un véritable **vecteur de socialisation** pour ces personnes, pouvant s'étendre bien au-delà de l'action proprement dite. L'implication de certaines participantes sur des actions ou activités du centre social peut contribuer à la continuité de ce travail de socialisation à posteriori du suivi UDAF. C'est d'ailleurs ce qui a commencé à se faire avec quatre dames, sur des actions ados (atelier cuisine) du centre social et des événements culturels qui seront reconduits l'année prochaine (semaine orientale).

**Le Centre Médico-Social.** Ce service du Conseil Général intègre les assistantes sociales de secteur, la PMI et une permanence de l'UDAF. Les acteurs rencontrés sont les deux assistantes sociales de secteur qui, en outre, travaillent en étroite collaboration avec les services de la PMI et de l'UDAF.

Les usagers de la commune concernés par le CMS constituent un public en général touché par la pauvreté (pas de travail, pas de formation pas de moyen de déplacement,...). Les assistantes sociales me font remarquer que 60% des guénangeois qui nécessitent un suivi social sont issus des quartiers SAMEC (essentiellement La République). Le reste étant

réparti pour environ 30% Boulevard Sous Les Vignes et 10 % sur l'ensemble de la commune. Elles précisent encore que les personnes suivies par leur service ne sont pas celles qui s'inscrivent ou s'impliquent dans des activités. Ce qui renforce pour elles, leur isolement. Leur réseau de relations est souvent très limité. Elles observent que sur le quartier République, une des problématiques dominantes mises en avant par les usagers, est la difficulté éducative avec leurs enfants.

Elles constatent aussi un « déplacement » des difficultés sur la ville, avec le départ de certaines familles du secteur SAMEC vers les nouvelles constructions (logements sociaux), et notamment des phénomènes de surendettement.

Enfin, elles signalent des problèmes liés à la parentalité sur ces mêmes publics, sans toutefois pouvoir avancer de chiffres. Ces observations regroupent les difficultés énumérées plus haut (problèmes éducatifs, manque de repères clairs pour les enfants,...). Le RASED intervient plus souvent sur les maternelles pour des enfants de 4 à 5 ans qui posent des problèmes de comportement en classe. Pour les assistantes de secteur, il « manque » le travail sur la parentalité et la famille qui avait été amorcé il y a trois ou quatre ans et avait été interrompu. Pour ces intervenantes sociales, les « café des parents, certains dispositifs du DRE<sup>60</sup>, des conférences, des rencontres avec des professionnels,...) avaient permis de *libérer la parole* et de restaurer de la discussion au sein de certaines familles, sans que cette amorce d'action n'ait pu être évaluée, ni même s'inscrire dans la durée. Toujours selon, les professionnelles du CMS, il existe une véritable attente et une demande de telles actions de la part des familles et plus particulièrement des parents en difficulté.

#### IV) Conclusion

L'existant d'un certain nombre de structures et d'actions sur la ville, en matière sociale et associative, est un atout local non négligeable pour la population guénangeoise.

**L'Enfance/Petite Enfance et les Séniors** sont deux publics qui émergent dans les préoccupations locales.

A contrario, d'autres secteurs d'action semblent rencontrer un peu plus de difficultés à

---

<sup>60</sup> Dispositif de Réussite Educative (partenariats ville, Conseil Général, Education Nationale, Centre Social, CLAS)

se développer en direction du public adolescent et des familles. Et ce malgré une préoccupation bien réelle exprimée par l'ensemble des acteurs sur la ville.

**Le secteur adolescents.** La tranche d'âge 11/13 ans est globalement concernée par un panel d'activités et d'actions toute l'année. Cela paraît un peu plus difficile dès que l'on passe à la tranche d'âge supérieure (14/17 ans), malgré des possibilités de prise en charge associative essentiellement sportive.

**Le secteur famille.** L'arrêt de certaines actions en direction des familles et de la parentalité correspond à la fin de vie de deux associations de la ville (CLAS et Association Louise Michel) que la municipalisation n'est pas parvenue encore à remplacer (réfèrent famille, animations ponctuelles, soutien à la parentalité, café des parents, DRE...). Pourtant les constats croisés d'autres acteurs de la ville (APSG, CMS, UDAF) partagent un même constat du manque de ces actions qui correspondaient à des préoccupations parentales mais aussi à celles des professionnels du secteur social, ayant en charge ces publics sur la commune.

Autre constat dominant sur Guénange, c'est le **cloisonnement des quartiers et des publics**. L'urbanisme et les représentations sociales peuvent être à l'origine de cette « séparation » des populations. Malgré le dynamisme du secteur associatif local, cette situation a deux conséquences majeures : une forme d'isolement d'une frange de la population et une « rupture » interculturelle et intergénérationnelle sur le territoire local.

**Le partenariat<sup>61</sup> des acteurs.** Qu'ils soient bénévoles associatifs, professionnels sociaux ou élus, les acteurs qui se préoccupent de l'intérêt des publics sur la commune n'ont pas réussi à créer une véritable synergie.

Si toutes les actions menées sur la ville sont d'une qualité très souvent reconnues, elles ne s'inscrivent pas dans un cadre structuré et de collaboration. Trop souvent les actions sont l'œuvre d'une association ou d'une structure qui s'approprie l'initiative. Seuls, et de manière isolée, quelques événements caritatifs comme le Téléthon échappent à cette logique.

---

<sup>61</sup> Le **partenariat** se définit comme une association active de différents intervenants qui, tout en maintenant leur autonomie, acceptent de mettre en commun leurs efforts en vue de réaliser un objectif commun relié à un problème ou à un besoin clairement identifié dans lequel, en vertu de leur mission respective, ils ont un intérêt, une responsabilité, une motivation, voire une obligation.

## Synthèse

CONSTATS	RESSOURCES	INSUFFISANCES
<b>Enfance/Petite Enfance</b>	- structures, associations, - évènements, partenariat avec les écoles	- communication parents/enfants - Action Jeunesse sur la ville
<b>Adolescents</b>	- vie associative importante - partenariat collège/APSG/ centre social	- accueil public adolescent - manque de mobilisation des acteurs
<b>Familles</b>	- attente des familles - présence secteur associatif - préoccupation des acteurs sociaux	- arrêt du projet Animation Collective Famille
<b>Seniors</b>	- structures, associations, - professionnels - évènements	- politique culturelle - approche intergénérationnelle
<b>Quartiers</b>	- implantation de bâtiments et structures, - urbanisme croissant	- cloisonnement, stigmatisation isolement de certains habitants - "rupture" interculturelle et intergénérationnelle
<b>partenariats</b>	- secteur associatif dense - professionnalisation des secteurs sociaux	- situation locale complexe - individualisme associatif

## Observations croisées

Au registre des potentialités, les différents éléments croisés du diagnostic font apparaître presque sans surprise, **le terreau associatif et la présence de nombreuses structures** comme l'un des atouts majeurs de la ville.

A cette « force » locale, s'opposent **le cloisonnement des quartier et la concentration des problèmes sur un secteur géographique de la ville**, observées à la fois dans les « caractéristiques locales » et par les « acteurs de la ville » interrogés. On peut penser, sans trop se tromper, que ces vecteurs ne favorisent pas une approche intergénérationnelle et interculturelle. De même que **l'isolement ou la solitude** observée chez certains habitants de la commune sont partiellement liés à ce constat.

Une autre observation « partagée » est celle **d'un partenariat local en retrait** au regard du potentiel réel sur la commune. De nombreux témoignages d'acteurs interrogés se rejoignent sur un constat commun : *certain antagonismes locaux* et une *situation locale complexe* aboutissent trop souvent à des *initiatives individuelles*. Cette situation ne permet pas aux habitants de profiter « pleinement » des potentialités locales.

## **3<sup>ème</sup> PARTIE : BILAN 2011 CENTRE SOCIAL**

### **I) Préambule**

Le Centre Social, version 2011, a été municipalisé par la mairie au 1<sup>er</sup> octobre 2010, après que l'inter-association Centre Social Louise Michel, qui en avait la gestion depuis 2003, ait déposé le bilan au 1<sup>er</sup> juillet 2010<sup>62</sup>. Et avant même que l'acte de municipalisation du bâtiment, programmé pour le 1<sup>er</sup> janvier 2011, parvienne à son échéance.

Parmi les personnels associatifs concernés par la liquidation judiciaire, deux salariées ont été embauchées par la mairie. Elles occupent depuis le 1<sup>er</sup> octobre 2010, un poste « d'agent d'accueil », à temps partiel au Centre Social.

Un directeur (moi-même) a été embauché le 1<sup>er</sup> novembre 2010 à temps plein et un animateur de la ville mis à disposition du centre social pour la prise en charge du public adolescent. Ce poste représente également un Emploi à Temps Plein (ETP). Trois agents, déjà salariées de la mairie, assurent l'entretien du bâtiment, à temps partiel. Enfin, une salariée du service comptabilité est détachée un quart temps pour assurer les tâches comptables attenantes au centre social.

Rappelons qu'en vue de l'agrément au titre de l'Animation Globale et de Coordination (AGC), un projet a été rédigé par le directeur général des services de la ville et déposé à la Caisse d'Allocations Familiales fin octobre 2010. Le 17 décembre de la même année, la CAF accorde cet agrément pour une période de 16 mois (jusqu'au 30 mars 2012).

Le passage d'une situation de gestion associative à une gestion municipale, dans un contexte local compliqué, s'est réalisé sans la « concertation » nécessaire à ce type de mutation. Le bâtiment s'est donc retrouvé sans véritable « pilotage » durant plus d'un trimestre, de juillet à novembre 2010. L'incompréhension des usagers de cette nouvelle situation conjuguée à cette « rupture » dans le fonctionnement de la structure Centre Social ont généré des priorités qu'il m'a fallu prendre en considération dès mes prises de fonction. On pourrait déterminer deux phases d'intervention. Une première phase que je qualifierais de réappropriation du bâtiment et de prise de contact avec les usagers, les habitants et les

---

<sup>62</sup> Cf « extraits du registre des délibérations du conseil municipal » des 28/10/2010 et 25/11/2010 (annexes)

« locataires » associatifs. Une deuxième phase d'avantage orientée vers la construction des partenariats et la mise en place des fiches actions du projet 2011/2012.

Les premiers mois ont été consacré à la réorganisation du bâtiment (mise en place d'une gestion cohérente des personnels, mise en place des procédures d'occupation et d'utilisation des locaux pour les associations et les particuliers, ajustement d'un mode de gestion « privée » du bâtiment à un mode de gestion « publique », mise en place d'un mode de communication à l'attention des partenaires et des usagers, réorganisation de l'occupation des espaces, de l'affichage...).

Il convient également de rappeler les grands axes du projet précédent, tels qu'ils avaient été définis par la municipalité :

- favoriser les échanges intergénérationnels, moteur de citoyenneté
- répondre aux attentes du public
- faire du centre social un lieu de rencontres, d'informations et d'échanges permettant de garantir le lien social

Les objectifs opérationnels et les actions préconisés peuvent se résumer sur le tableau suivant :

AXES GENERAUX		OBJECTIFS OPERATIONNELS
AXE 1	favoriser les échanges intergénérationnels moteur de citoyenneté	Mettre en avant l'histoire de la ville, faire vivre la mémoire des habitants et favoriser l'échange de savoirs entre générations Maintenir le dynamisme des personnes âgées en débattant de l'actualité et sur les préoccupations de vie en société
AXE 2	Répondre aux attentes du public	diversifier l'offre socio éducative au profit de l'enfance, des préadolescents et des adolescents
AXE 3	faire du centre social un lieu de rencontres, d'informations et d'échanges permettant de garantir le lien social	Apporter l'information nécessaire aux petites associations et aux habitants désirant être orientés, Soutenir toute initiative collective en impliquant les habitants dans la démarche de projet Développer des actions collectives à destination des familles et faire évoluer les actions avec les usagers

## II) Les actions engagées

Au-delà du bâtiment centre social, déjà occupé par quelques locataires associatifs, les moyens humains mis en place par la mairie pour réaliser les objectifs du Centre Social, sont les suivants :

fonction	nombre de salariés	temps	% temps	% personnel
PILOTAGE	1 directeur	1 X 35 h	53%	50%
	2 accueil	2 X 27,5h		
	1 comptabilité	1 X 8,75 h		
LOGISTIQUE	3 entretien	3 X 17,5 h	28%	38%
ACTIVITE	1 animateur	1 X 35 h	19%	12%
<u>TOTAL</u>	8 salariés	186,25 h	100%	100%

La première observation, à partir de la présentation ci-dessus, est la part importante accordée aux fonctions de pilotage et de logistique par rapport à l'activité. Ce qui a impacté nécessairement les orientations du Centre Social pour l'année écoulée. En effet, si l'on considère qu'une partie du temps Pilotage (notamment sur les fonction directeur et accueil) est consenti pour les usagers, l'essentiel de ce temps est utilisé pour la gestion du bâtiment, tout comme la totalité du temps de Logistique.

Au regard de ces ratios, l'Activité représente une partie « réduite » pour assurer l'Animation Globale et la Coordination, tant en personnel qu'en disponibilité de temps.

Cette précision m'apparaît nécessaire avant de « balayer » l'ensemble des actions réalisées au cours de l'année 2011.

Pour la suite de ce bilan, je propose de reprendre axe par axe (1,2 et 3) et de mettre en parallèles les actions qui avaient été envisagées et qui ont pu être réalisées, à partir des objectifs opérationnels (cf tableau dans le Chapitre I « préambule)

## 1) Axe 1 : *favoriser les échanges intergénérationnels, moteur de citoyenneté*

### ► *Actions globales nature (11/05/2011)*

Pour sensibiliser les habitants au « respect de l'environnement », la ville de Guénange a organisé, en partenariat avec le Centre Social, une journée intitulée «Opération nettoyage de la forêt ». Cette journée était le prélude à une manifestation qui se déroule le week end suivant, sur le thème : *fête de la Forêt* .

L'objectif était de rassembler des habitants de Guénange autour d'une préoccupation commune : *préserver la nature* dans notre environnement proche. Une soixantaine de personnes ont répondu présentes.

Le centre social a mobilisé quatre familles et 14 adolescents en partenariat avec l'APSG.

Parmi les adolescents qui se sont déplacés pour cette « opération », sept fréquentent le centre social de manière régulière dans le cadre du « Pôle Ado ».

Cette journée a touché tous les publics (enfants, familles, adolescents, quelques grand parents, filles et garçons) autour d'un thème central : l'environnement. Au-delà des nombreux sacs de détritux « retirés » des abords de la forêt, cette opération a permis à toutes les générations de se rencontrer autour d'une motivation commune et de se retrouver ensuite pour un « barbecue » venant clore cette manifestation. Cette fin journée rassemblant même les autres membres de la famille ou les proches qui n'avaient pas pu être présents plus tôt.

total	familles	enfants	adultes	adolescents
62	14	11	37	14
Les Partenaires		Ville, APSG, Association Comité des Fêtes		



► **Organisation de débats spécifiques ou conférences** ( 20/10/11 et 10/11/11)

L'association Solisenior, locataire du centre social depuis le 1<sup>er</sup> octobre 2011 avait souhaité organiser un « évènement » dans le cadre du développement des actions de prévention envers les personnes âgées mises en œuvre par la CRAV<sup>63</sup> et dont le thème cette année était « bien vieillir ».

Après une série de courtes rencontres avec les responsables de l'association Solisenior, dès le mois de février, nous avons décidé de proposer une ou deux conférences, dont les objectifs seraient d'informer le public seniors sur des sujet qui touchent leur préoccupation de santé. Ainsi nous avons programmé, en partenariat avec la mutuelle de prévoyance Malakoff Médéric, une série de deux conférences sur les thèmes du « Sommeil » (20/10/11) et du « Diabète » (10/11/10). Ces deux journées ont été présentées par des praticiens hospitaliers (chirurgiens).

La toute nouvelle Association AcaDanse a accepté de s'engager à nos côtés en proposant à toute personne qui souhaitait découvrir la « gym entretien seniors » de participer (gratuitement) à deux séances de découverte de l'activité.

Cinq personnes sur les six qui avaient participé à cette semaine découverte « gym entretien » ont décidé de poursuivre les séances à l'année.

public	conférence sur le "sommeil" Dr DIB 20/10/2011	conférence sur le "diabète" Dr CUNY 10/11/2011	démonstration cours gym seniors (AcaDanse)
seniors	72 participants	58 participants	6 participants
Les Partenaires	Association Soliseniors, Malakoff Médéric, Association Aca Danse		

► **Mise à l'honneur de cultures et traditions locales (du 10/10/2011 au 21/10/2011)**

Une semaine sur la « culture maghrébine » a été proposée sur la ville de Guénange à partir d'une initiative du centre social et d'une association maghrébine locale, afin de mieux faire connaître la culture arabe et du Maghreb aux habitants de Guénange. Des partenariats se sont construits autour de cette idée. Ainsi des projections de film et des spectacles du Festival du Film Arabe de Fameck<sup>64</sup> ont pu être délocalisé sur la ville de Guénange.

<sup>63</sup> Caisse Régionale d'Assurance Vieillesse

<sup>64</sup> Evènement culturel départemental majeur et reconnu, qui s'est institué sur la ville de Fameck depuis une vingtaine d'année